

JOURNAL PARAISSANT TROIS FOIS PAR SEMAINE : LES DIMANCHES, MERCREDIS ET VENDREDIS.

LE TRAVAIL

JOURNAL

DONNANT LE COMPTE RENDU

LE TRAVAIL, EST LE DÉVELOPPEMENT NORMAL DE LA VIE DES NATIONS ET DES INDIVIDUS.

LE TRAVAIL C'EST LA MANIFESTATION DE LA VIE.

VIVE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ET SOCIALE !

(Le peuple à l'Hôtel-de-Ville, 24 février 1848.)

DU CLUB DE LA RÉVOLUTION.

DIEU ET L'HUMANITÉ.

DROITS ET DEVOIRS.

Un an. PARIS. 8 f. — DÉPARTEMENTS. 12 f. — ÉTRANGER. 20 f.

Trois mois. PARIS. 2 f. — DÉPARTEMENTS. 3 f. — ÉTRANGER. 5 f.

Six mois. PARIS. 4 f. — DÉPARTEMENTS. 6 f. — ÉTRANGER. 10 f.

S'adresser franco, aux Bureaux, rue Saint-Sauveur, 45.

ADMISSION DE LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

L'Assemblée nationale vient d'accepter au nombre de ses membres Louis-Napoléon Bonaparte ; beaucoup de nos amis ont voté pour son admission ; pour eux le principe de la souveraineté du peuple, qui réside dans le suffrage électoral, a été plus puissant que la raison politique : ils ont pensé que le mandat qu'ils avaient reçu n'allait pas jusqu'à leur permettre de substituer leur volonté à celle de leurs mandants.

Cependant parmi les incapacités prévues par le décret du gouvernement provisoire, en vertu duquel la chambre fonctionne à l'heure qu'il est, il existait une lacune qu'il appartenait à une assemblée vraiment démocratique de combler, il fallait décréter que tout individu prétendant ou ayant prétendu de près comme de loin à un pouvoir monarchique quelconque, fût exclu à jamais de la représentation nationale et des armées de terre et de mer.

Il y a et il y aura toujours péril pour une République démocratique naissante, à permettre que les plus hautes dignités de l'Etat soient conférées aux ennemis nés de la démocratie, aux représentants les plus directs du despotisme et de la Royauté. Quoi qu'on fasse, on n'arrivera jamais à ce que des hommes élevés dans l'idée que le pouvoir est leur chose, leur propriété, dépouillent entièrement le vieil homme et fassent le sacrifice des principes qu'ils ont reçus pour ainsi dire avec la vie.

Aujourd'hui vous admettez un Bonaparte, qui doit son élévation au prestige attaché au nom de son oncle. Demain, si une nouvelle Vendée vous envoie soit Henri V, soit Nemours, soit Joinville, avec le précédent fatal que vous venez d'établir, vous devrez accepter au milieu de vous, représentants de la République, les représentants de la Royauté légitime et semi-légitime, comme vous avez accepté les représentants du système impérial.

Dieu me garde de penser que la République puisse être jamais renversée ; mais quelle imprudence a été la vôtre d'admettre au partage du pouvoir, des hommes si disposés à s'en emparer, et qui ne reculeront pas même devant les horreurs de la guerre civile, pour atteindre le but où leur ambition les pousse.

Si le sang coule par le fait du Bonaparte, représentants de la République, vous aurez un compte terrible à rendre à vos mandataires !

Que Dieu protège la France !

PROJET DE RÉGLEMENT

Par le Club de la Révolution.

OBJET DE LA SOCIÉTÉ.

1. Le Club de la Révolution a été fondé pour réunir tous les éléments actifs de la République et d'assurer à la révolution ses conséquences politiques et sociales.

ORGANISATION.

2. La société sera représentée par un bureau composé d'un président, 3 vice-présidents, 2 secrétaires et 6 assesseurs, faisant au besoin fonctions de secrétaires.

3. Elle sera administrée par deux questeurs sous la direction du Bureau.

4. Il sera formé en outre deux comités permanents.

1^o Un comité composé de 4 membres chargé d'élaborer les questions politiques et sociales et de surveiller la rédaction de l'organe officiel du Club.

2^o Un comité composé de 8 membres chargés de statuer sur l'affiliation des citoyens postulants et des diverses sociétés populaires et sociales ; il aura également dans ses attributions la direction et la surveillance des élections.

5. Toutes les fois que des propositions en dehors des attributions de ces comités se présenteront, elles pourront être renvoyées à des commissions spéciales et temporaires.

6. Des commissaires en nombre suffisant seront chargés sous la direction des questeurs du maintien de l'ordre pendant la durée des séances.

PUBLICITÉ.

7. Le Club de la Révolution devra créer un journal ou choisir dans la presse un organe officiel.

MATÉRIEL.

8. Les séances publiques auront lieu dans le local le plus grand et le plus central qu'on pourra trouver.

9. Les réunions du bureau et des différents comités auront lieu dans un local spécial affecté au secrétariat.

ÉLECTIONS DES FONCTIONNAIRES.

10. Tous les mois l'assemblée procédera à la nomination d'un nouveau président. Il sera élu à la majorité absolue des suffrages.

11. Les autres membres du bureau seront nommés par scrutin de listes et à la majorité relative.

Tous les mois il sera procédé au remplacement d'un tiers de ces fonctionnaires, les premiers et les seconds sortants seront tirés au sort.

12. Les membres sortants ne pourront être réélus qu'un mois après la cessation de leurs fonctions.

13. Néanmoins, et par dérogation à l'article précédent, les secrétaires et les questeurs pourront être réélus indéfiniment.

14. Les membres des comités seront nommés chaque mois au scrutin de listes et à la majorité relative. Les membres sortants pourront être réélus.

15. Chaque mois les commissaires seront nommés par le bureau. Ils pourront être maintenus.

16. Nul ne pourra cumuler deux fonctions.

17. Tout fonctionnaire qui manquera trois fois de suite, et sans causes légitimes, soit aux réunions de l'assemblée, soit aux réunions du bureau et

des comités, sera considéré comme démissionnaire.

Les membres du bureau pourront toujours assister avec voix délibérative aux travaux des comités et des commissions.

ATTRIBUTIONS DES FONCTIONNAIRES.

18. Le président sera chargé de la direction des débats et des travaux du Club, en séances publiques. Il présidera les assemblées du bureau, des comités et des commissions quand il assistera à leur réunion.

19. En l'absence du président, il sera remplacé dans ses fonctions par l'un des vice-présidents.

20. Les secrétaires suivront les débats, rédigeront les procès-verbaux, feront la correspondance et tiendront les registres du Club.

21. Les questeurs seront chargés de la conservation du matériel, de l'organisation intérieure et de la comptabilité du Club.

Ils feront sous leur responsabilité toutes les recettes et payeront toutes les dépenses autorisées par le bureau.

A la fin de chaque mois ils feront la balance de la caisse et présenteront un état de situation qui devra être signé par le bureau et déposé au secrétariat.

22. Les comités et les commissions devront à chaque séance, par l'organe de leur rapporteur, rendre compte de leurs travaux au Club.

AFFILIATIONS.

23. Le nombre des membres du Club est illimité.

24. Tout citoyen qui voudra en faire partie devra se faire présenter par deux sociétaires.

25. Les noms, prénoms, professions et demeures des postulants, ainsi que les noms des parrains, resteront affichés pendant une semaine au secrétariat et dans la salle des séances.

Les observations et oppositions seront reçues par les secrétaires.

26. Le comité d'affiliation appellera dans son sein, les parrains et les opposants, pour entendre leurs observations, il prononcera l'admission ou le rejet à l'unanimité.

27. Dans le cas de division, il en sera référé à l'assemblée du bureau et des comités réunis, qui prononcera en dernier ressort.

L'admission ne sera prononcée qu'autant qu'elle sera votée par les 2/3 des membres présents.

28. Tous les citoyens admis seront proclamés sociétaires, en séance publique.

29. Une carte sera remise à chaque sociétaire, contre le montant de sa cotisation.

30. Ces cartes seront personnelles et renouvelées tous les mois.

31. Tout sociétaire qui dans le courant d'un mois n'aura pas retiré sa nouvelle carte, sera considéré comme démissionnaire.

32. Les clubs et sociétés populaires de Paris et des Départements qui voudront se faire affilier devront en faire parvenir la demande au secrétariat.

Le comité d'affiliation présentera son rapport au Club, qui prononcera à la majorité des voix.

SÉANCES.

34. Les séances du Club seront publiques, elles auront lieu trois fois par semaine.

35. Nul ne sera admis dans l'enceinte réservée aux sociétaires, s'il n'est porteur de sa carte.

36. A 8 heures du soir, les membres du bureau devront prendre place, et le président devra ouvrir la séance.

37. L'un des secrétaires donnera lecture du procès-verbal de la séance précédente; s'il n'y a pas de réclamation, le procès-verbal sera adopté.

38. L'un des secrétaires donnera ensuite lecture de l'ordre du jour, et le président mettra en discussion les projets ou propositions, suivant leur ordre d'inscription.

39. Toute proposition devra être déposée par écrit sur le bureau, signée de son auteur.

40. Le président en donnera lecture à l'assemblée, qui statuera sur la prise en considération et sur l'urgence.

41. En cas d'urgence, la proposition sera mise immédiatement en discussion, dans le cas contraire elle sera inscrite à la suite de l'ordre du jour général.

42. Tout membre qui voudra prendre la parole, devra la demander à haute voix de sa place, en disant le citoyen *un tel* demande la parole.

Elle lui sera accordée suivant l'ordre d'inscription des orateurs.

43. Les orateurs ne devront parler que sur l'objet de la discussion; s'ils s'en écartent, le président devra les rappeler à la question, et leur retirer la parole s'ils persistent à s'en écarter.

44. Nul étranger au Club ne pourra prendre la parole, cependant, sur sa demande écrite, le président après avoir consulté le bureau, pourra la lui accorder.

45. Toutes les fois que la clôture sera demandée, elle sera mise aux voix, si elle est appuyée par plusieurs membres.

46. Dès que la clôture aura été prononcée, le président formulera la proposition et la mettra aux voix. Toutefois, quand l'ordre du jour sera demandé, il aura toujours la priorité.

47. L'assemblée votera par assis et levé, et le président après avoir consulté le bureau, prononcera le résultat du vote.

Si le vote est déclaré douteux, les commissaires seront chargés de compter les votants.

48. Les décisions prises par le Club seront exécutées à la diligence du bureau.

49. Tout sociétaire qui troublera la séance par des clameurs ou des interruptions sera rappelé à l'ordre; en cas de récidive le président provoquera le blâme de l'assemblée.

50. Tout étranger au Club qui occasionnerait du désordre sera expulsé de la salle, à la diligence des commissaires.

DISPOSITIONS PÉNALES.

51. Tout membre de la Société sur le compte duquel de graves soupçons seraient élevés, sera appelé devant la commission d'affiliation, pour fournir son explication.

Dans le cas pénible où il ne parviendrait pas à se disculper, il serait invité à rendre sa carte et serait rayé des contrôles; s'il ne se rendait pas à cette invitation, un rapport public, en serait fait par ledit comité, au Club, qui prononcerait son expulsion publique.

RECETTES DIVERSES.

52. Il sera pourvu aux dépenses de la Société par une cotisation mensuelle de 2 francs, imposée à chaque sociétaire.

En dehors de cette cotisation, il sera perçu un droit d'entrée de 15 centimes par chaque personne, non-sociétaire, qui assistera aux séances du Club.

CLUB DE LA RÉVOLUTION.

Séance du 13 Juin, SALLE MONTESQUIEU.

Vice-Présidences des Citoyens RAISAN et CHILMANN

La séance est ouverte à 8 heures un quart.

Le citoyen Dambel donne lecture du procès-verbal, qui est adopté.

Le citoyen Millière donne lecture de la protestation contre la loi sur les attroupements que le bureau a été chargé de rédiger.

Le citoyen Longepied, père, appuie la protestation mais il demande qu'on substitue au mot: serviteur du peuple appliqué aux représentants, celui de mandataire. Selon lui, maître et serviteur impliquent le despotisme; ces expressions ne sont ni fraternelles ni démocratiques.

Le citoyen Millière soutient qu'il n'y a rien de blessant dans l'expression de serviteur appliquée aux représentants, qui, en réalité, sont comme les soldats, mais à un autre titre, les serviteurs de la patrie.

Le citoyen Baudin donne lecture d'un article du journal *le Lampion*, qui appelle le *Club de la Révolution* un foyer permanent de discorde et d'agitation et le désigne aux foudres du parquet.

—L'orateur en déduit que le Club doit manifester ses tendances avec un langage énergique dans le fond mais modéré dans la forme; il ajoute qu'il est certaines expressions que la politesse n'admet pas, et que, pour être de l'opinion démocratique la plus avancée, on ne doit pas abdiquer l'atticisme de la langue française. Il continue ainsi: Pourquoi mettre ces mots: maîtres, valets; que l'égalité ne soit donc plus une vaine formule, si le principe égalitaire doit recevoir une atteinte que ce ne soit pas dans une assemblée démocratique comme la nôtre. N'employons que des mots parlementaires. Quand on vient vous dire que les représentants, que les mandataires du peuple ne sont pas souverains; c'est une hérésie républicaine qu'on vous avance. Il est évident que le peuple ne peut pas être en permanence de Certe au Havre et de Strasbourg à Bordeaux. Nous ne sommes plus au temps où dix mille Athéniens pouvaient venir, pour une obole, voter sur les affaires publiques. Quand les droits du peuple sont attaqués ou méconnus, protestons, c'est notre droit, c'est notre devoir, mais bannissons les expressions qui peuvent blesser les oreilles de ceux qui ne demandent peut-être qu'à se réconcilier. (Applaudissements).

Le citoyen Millière déclare à l'assemblée qu'elle est souveraine, et qu'elle peut modifier le projet présenté selon sa volonté.

UN CITOYEN. J'avais demandé la parole au sujet de la lecture d'un article du *Lampion*, pour vous éclairer à son égard; il faut que vous sachiez qu'il est rédigé par Xavier de Montepin, c'est une feuille de chantage, voilà tout.

Le citoyen Emile Lambert, rentrant dans la question, demande que le mot protestation soit effacé; dans son esprit, protester contre un acte du souverain, c'est pousser à l'insurrection, il croit que tant que l'assemblée nationale ne se sera pas complètement tournée contre le peuple, on ne doit pas protester contre ses actes; que devant l'alliance des monarchistes de toutes les nuances, les républicains doivent se serrer coudes contre coudes, pour être prêts à défendre la liberté, qu'après l'acceptation de Louis Bonaparte, pour qui tous les royalistes ont voté, on doit plus que jamais se préparer aux événements.

LE CIT. CHILMANN. L'orateur semble impliquer que tous les représentants qui ont voté l'admission de Bonaparte sont partisans de la royauté; c'est une erreur, car nos amis, les montagnards, Pierre Leroux, Louis Blanc, etc., ont voté l'admission de Bonaparte, non à cause de l'homme mais à cause du principe.

LE CIT. LAMBERT. Je sais que les citoyens qui siègent à la Montagne sont les meilleurs amis de la révolution; mais en votant dans cette circonstance, ils ont plutôt suivi l'impulsion de leur cœur qu'ils n'ont été guidés par l'intérêt de la République.

Le citoyen Fulgence Girard pense que l'assemblée, à la dernière séance, ayant voté une protestation contre la loi sur les attroupements, comme étant une atteinte au droit de réunion, ne peut aujourd'hui se déjuger par un vote contraire; il maintient le mot protestation.

Le citoyen Derchy propose de lire à l'assemblée un projet qu'il a élaboré lui-même sur la question.

Sur la motion des citoyens Longepied père et Baudin, l'assemblée repousse cette lecture.

Après une discussion à laquelle prennent part

les citoyens Fulgence Girard, Derchy, Buchez, Millière et Longepied, père, pour appuyer le mot protestation, et les citoyens Baudin, Chilmann, Boquet, Lambert et Langlois, pour le repousser, l'assemblée vote au scrutin de division la protestation qui est conçue ainsi:

CITOYENS REPRÉSENTANTS,

La révolution de février, provoquée par la violation du droit de réunion, s'est faite au nom de la liberté.

La République, proclamée sur les barricades, a été la consécration des droits reconquis sur le despotisme.

Fidèles à votre mission, vous aviez solennellement promis de sanctionner ces droits, par la constitution politique de la France....

Un mois s'est à peine écoulé, et déjà vous y avez porté la plus grave atteinte par la loi contre les attroupements.

Citoyens mandataire du peuple, en entravant l'exercice d'un droit fondamental, inhérent à la nature humaine, vous avez excédé les limites de votre mandat, vous avez commis un abus de pouvoir.

Nous venons accomplir un devoir impérieux en protestant de toute l'énergie de nos convictions républicaines contre votre décret!

Vive la République démocratique et sociale!

La parole est ensuite donnée au citoyen Baudin, rapporteur de la commission du banquet.

LE CIT. BAUDIN. Suivant le mandat qui nous avait été donné, nous avons provoqué une réunion des délégués des clubs, des corporations d'ouvriers, des ateliers nationaux et de l'armée, afin d'aviser de concert aux mesures à prendre à l'égard du banquet dit de la Fraternisation.

Cette réunion a eu lieu, rue Albouy, il s'y est trouvé plusieurs individus qui n'étaient délégués d'aucune société, et l'esprit qui dominait était essentiellement favorable au banquet; toute parole qui semblait mettre en question son opportunité était accueillie par des rumeurs générales; nous avons presque désespéré de prendre la parole.

Cependant, quand la commission qui avait pris l'initiative du banquet a eu longuement parlé, et que sous son influence on avait presque arrêté pour dimanche prochain ledit banquet; nous avons pu enfin adresser quelques interpellations qui ont amené des révélations très-intéressantes, ainsi il était question de ballon, de feu d'artifice, d'orchestres de danse, qui retiendraient le peuple et l'empêcheraient de rentrer en masse et tumultueusement dans Paris; enfin la commission promettait avec une telle assurance, avec un tel calme que tout se passerait dans l'ordre, que devant ce calme et cette assurance, les plus hardis ont hésité, c'est alors que le citoyen Hervé, avec un talent supérieur, fit comprendre à l'assemblée des délégués tout le danger de ce banquet et combien il était inopportun. Son discours, dicté par le cœur, fit une impression tellement profonde sur l'auditoire, que les citoyens qui tout à l'heure encore étaient partisans du banquet, se rangèrent à l'opinion que nous avions été chargés de faire prévaloir.

Il est donc resté décidé que le banquet serait ajourné indéfiniment, le bureau de la rue Albouy, est resté chargé de convoquer tous les délégués si le moment devenait propice pour la réalisation de ce banquet.

Le citoyen Laporte demande que l'assemblée vote des remerciements au citoyen Hervé, et que ce soit consigné au procès-verbal. (Adopté.)

On procède ensuite à la lecture du projet de règlement par le bureau, il sera imprimé dans le journal *le Travail*, pour que tout le monde puisse en prendre connaissance, et il sera ensuite discuté à la séance de samedi.

Les rédacteurs du journal *le Travail* demandent à ce que cette feuille soit déclarée l'organe officiel du Club. Cette question est mise à l'ordre du jour pour être discutée au commencement de la séance de vendredi.

La séance est levée à 11 heures.

Le Rédacteur en chef, E.-A. DAMBEL.

Imp. Lacrampe et Fertiaux, rue Damiette, 2.